

Bulletin d'histoire politique

La grande illusion

Pierre Drouilly



Volume 19, Number 1, Fall 2010

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1056020ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1056020ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Drouilly, P. (2010). La grande illusion. *Bulletin d'histoire politique*, 19(1), 111–114. <https://doi.org/10.7202/1056020ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2010

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La grande illusion

PIERRE DROUILLY
Université du Québec à Montréal

Le Bloc québécois et les Ipsos nous ont donné au printemps 2010, à moi et à Pierre-Alain Cotnoir, le mandat de mener une enquête pour explorer les dispositions de l'opinion publique canadienne et québécoise quant à la place du Québec au sein du Canada et ainsi que leurs attitudes face à la souveraineté du Québec, vingt ans après l'échec de l'entente du Lac Meech¹.

Pour mener à bien cette enquête, nous avons tiré deux échantillons représentatifs, un pour le Québec et l'autre pour le reste du Canada. Exactement les mêmes questions ont été posées aux répondants du Québec et du reste du Canada. Les entrevues téléphoniques ont été réalisées entre le 18 mars et le 6 avril 2010, à partir de Montréal, par la société *repère communication recherche*. Les échantillons ont été pondérés par le sexe, l'âge, la langue maternelle, les provinces (dans le reste du Canada) et les sous-régions au Québec, de manière à les rendre parfaitement conformes à ces variables selon les données du Recensement de 2006 : au final, 1001 répondants du Québec ont complété le questionnaire, et 1007 dans le reste du Canada. Les pourcentages obtenus sont précis à 3 % près 19 fois sur vingt.

Après avoir examiné dans le détail les résultats de ce sondage, trois conclusions majeures peuvent être tirées.

Les consensus de la nation politique québécoise

Dans un premier temps, le sondage confirme l'existence de deux identités (québécoise et canadienne) et de deux nations au sein du Canada : sur chaque question posée, la divergence entre le Québec et le reste du Canada est toujours forte. Nous n'avons posé seulement des questions concernant le statut du Québec au sein du Canada ou la souveraineté du Québec, mais si nous avions posé des questions sur d'autres aspects de la vie sociale, le portrait serait semblable, comme l'ont montré d'autres enquêtes faites dans le passé. Il existe bien au Canada deux solitudes qui s'ignorent et qui voient l'avenir de façon différente.

Concernant plus spécifiquement la question de l'avenir constitutionnel du Canada et du partage des pouvoirs au sein de la fédération, il se dégage du sondage un large consensus politique au Québec : que ce soit la reconnaissance de la nation québécoise, les conditions de l'entente du Lac Meech, le déséquilibre fiscal, les pouvoirs en matière de langue, de culture ou de communication, le statut particulier pour le Québec ou l'extension internationale des champs de compétence provinciale, entre 70 % et 84 % des répondants du Québec dans notre sondage se disent favorables à plus de pouvoirs pour le Québec. De tels consensus dépassent largement le cercle des souverainistes, même les plus modérés, ainsi que le cercle des francophones du Québec : c'est la nation politique québécoise qui s'exprime.

Parmi les onze pouvoirs que nous avons présentés aux répondants, entre 76 % et 89 % des répondants francophones sont « d'accord », pour une moyenne de 83 % ; entre 43 % et 82 % des répondants allophones sont aussi « d'accord » (avec une majorité de plus de 50 % neuf fois sur onze), pour une moyenne de 59 % ; et entre 32 % et 58 % des répondants anglophones le sont aussi (majoritairement trois fois sur onze), pour une moyenne de 44 %, ce qui est considérable connaissant leur forte opposition à la souveraineté du Québec. Cela prouve qu'il existe bien une nation politique québécoise (qui s'est exprimée ici), au-delà des divisions concernant la souveraineté du Québec.

Au-delà des orientations partisans souverainistes ou fédéralistes, des consensus se dégagent au Québec : droit à l'autodétermination, viabilité d'un Québec souverain, refus de la loi sur la clarté (majorité requise et rédaction de la question référendaire), nécessité pour le Canada de négocier à la suite d'un référendum gagnant, sur tous ces points des majorités, qui vont de 53 % à 73 % pour une moyenne de 63 %, se dégagent dans la direction pro-Québec. C'est bien cela la nation politique : on peut diverger sur les objectifs à atteindre, mais converger sur l'idée que c'est la nation (ici la nation québécoise) qui démocratiquement sera l'ultime arbitre des choix collectifs.

La fermeture complète du reste du Canada

Nous ne nous attendions évidemment pas à obtenir une large sympathie envers les revendications du Québec de la part des répondants du reste du Canada... mais nous avons quand même été surpris de la dureté de la fermeture vis-à-vis le Québec dans l'opinion publique du reste du Canada.

Pour les onze pouvoirs évoqués précédemment, le refus de toute concession dans l'opinion publique du reste du Canada, va de 56 % à 87 % (pour une moyenne de 77 %). Par ailleurs, cette opinion publique dans le reste du Canada pense que le Québec n'a pas le droit de se séparer (70 %), que le Québec souverain ne serait pas viable (77 %), que le projet des souverainistes n'est pas réalisable (81 %), qu'une majorité de 50 % plus une voix dans un référendum gagnant ne serait pas suffisante (75 %), enfin qu'Ottawa devrait fixer la majorité requise (89 %) et formuler la question référendaire (87 %). La fermeture est donc totale dans le reste du Canada, et l'espace de négociation pour discuter de la place du Québec au sein du Canada est nul : on voit mal comment des politiciens canadiens pourraient s'engager dans une ronde de négociations constitutionnelles avec une opinion publique canadienne aussi braquée. La réforme du fédéralisme n'est plus dans l'agenda du reste du Canada.

La seule lueur d'espoir dans notre sondage, c'est qu'en cas de OUI dans un référendum, une légère majorité de répondants dans le reste du Canada (55 %) estime que le Canada devra négocier. Cela signifie que si les Québécois optaient clairement pour leur avenir, le Canada se comporterait de façon pragmatique, et serait bien obligé de négocier.

La grande illusion

Mais pour cela il faut que les Québécois sortent de leur grande illusion. On a toujours pensé qu'il existait trois options différentes quand à l'avenir du Québec : le statu quo (qu'une forte majorité de Québécois rejettent, comme le montrent une multiplicité d'enquêtes faites depuis de nombreuses années), la souveraineté du Québec (sur laquelle les Québécois sont encore divisés à part égales (comme nous l'a montré le référendum de 1995), et une troisième voie, soit une hypothétique réforme du fédéralisme (qui est le souhait caché que partagent beaucoup de Québécois).

Dans notre sondage, 78 % des répondants du Québec pensent *qu'il sera possible un jour de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada* et 82 % estiment que *le Canada devrait amorcer une nouvelle ronde de négociations afin de trouver une entente constitutionnelle satisfaisant le Québec*. Par ailleurs, ils partagent des consensus forts pour vouloir plus de pouvoirs pour le Québec dans divers domaines.

Ce que notre sondage montre clairement, c'est que ces deux souhaits largement partagés par les Québécois, ne sont qu'une pure illusion: en effet, il n'existe aucune ouverture dans l'opinion publique du reste du Canada pour rouvrir le dossier constitutionnel. Et ce refus fait l'objet d'un aussi grand consensus dans le reste du Canada, que le souhait des Québécois de négocier une réforme du fédéralisme ne le fait au Québec.

La seule conclusion raisonnable que l'on peut tirer de notre sondage, est qu'il ne reste aujourd'hui que deux options possibles concernant l'avenir du Québec: soit le statu quo (ce qui implique à terme que le Québec devienne une province comme les autres), soit la souveraineté (et que le Québec devienne un pays).

Dans le contexte politique actuel et l'état de l'opinion publique au Canada, la troisième voie n'est plus qu'un mirage, et y croire n'est qu'une grande illusion.

Notes et références

1. Les résultats complets de cette enquête et les textes et vidéos des communications faites au cours du colloque tenu le 8 mai 2010, sont disponibles sur le site du Bloc québécois, à l'adresse: <http://www.blocquebecois.org/>.